

Direction régionale de
l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt

avec le concours financier du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

**Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques
France métropolitaine hors Corse**

Notice d'information du territoire du projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) Campagne 2023

Moselle – Zone intermédiaire

Code PAEC : GE_57XZ

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées au titre de la campagne PAC 2023 pour le territoire susmentionné.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sur le site telepac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches disponibles sur le site telepac (rubrique conditionnalité)¹.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

1.1 Périmètre du territoire

Le territoire du PAEC couvre les communes listées en annexe, sur tout ou partie de leur territoire.

La carte du périmètre du PAEC figure en annexe, ainsi que, le cas échéant, les zones à enjeux environnementaux. Cette carte est communiquée à titre indicatif, la délimitation faisant foi étant celle utilisée dans le cadre de l'instruction des MAEC.

Le territoire couvre le secteur mosellan de la zone intermédiaire du Grand Est. Se référer à la carte et à la liste des communes du PAEC.

1.2 Conditions d'accès aux MAEC systèmes et aux MAEC localisées

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

2.1 Pratiques agricoles du territoire

Recul des systèmes d'élevage et de polyculture-élevage (moindre rémunération, pénibilité du travail...) et retournement des prairies au profit des grandes cultures

Augmentation de la taille des exploitations agricoles, simplification des assolements, recours accru aux intrants

2.2 Enjeux environnementaux du territoire

Préservation de la qualité de la ressource en eau en incitant les exploitants à mettre en œuvre différentes pratiques agricoles ayant des effets bénéfiques sur la qualité de l'eau et répondant à certaines des problématiques spécifiques aux zones de grandes cultures à faible potentiel (diversification et rotation des cultures, introduction de cultures à bas niveau d'impact dans les assolements, bonne localisation et entretien d'infrastructures agro-écologiques).

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Les mesures suivantes sont proposées :

- une ou plusieurs mesures de type « système » pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation, y compris en cas de dépassement du plafond prévisionnel d'aides annuelles)

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant annuel	Financeurs ²
Terres arables	Préservation de la la qualité de la ressource en eau et de la biodiversité dans les zones de grandes cultures à faible potentiel	GE_57XZ_ZIGC	système	Accompagner l'évolution des pratiques des exploitations spécialisées en grandes cultures de la zone intermédiaire, afin de préserver la qualité de l'eau : - diversifier les cultures et allonger la rotation - développer les cultures à bas niveau d'impact sur l'environnement dans les assolements - entretenir et localiser les infrastructures agro-écologiques de façon pertinente	92 €/ha	FEADER et MASA
Terres arables	Préservation de la la qualité de la ressource en eau et de la biodiversité dans les zones de grandes cultures à faible potentiel	GE_57XZ_ZIPE	système	Accompagner l'évolution des pratiques des exploitations de polyculture-élevage spécialisées en grandes cultures de la zone intermédiaire, afin de préserver la qualité de l'eau : - diversifier les cultures et allonger la rotation - développer les cultures à bas niveau d'impact sur l'environnement dans les assolements - entretenir et localiser les infrastructures agro-écologiques de façon pertinente	69 €/ha	FEADER et MASA

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est disponible en complément de cette notice d'information du territoire.

² FEADER : fonds européen agricole pour le développement rural ; AERM : Agence de l'eau Rhin-Meuse ; AESN : Agence de l'eau Seine-Normandie ; MASA : ministère de l'Agriculture et la Souveraineté alimentaire

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis. Ces critères de priorisation sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure.

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2023, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2023 lors de votre déclaration PAC sur le site telepac :

- en cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- en dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC³, en précisant le code de la mesure demandée ;

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Chambre d'agriculture de la Moselle

64 avenue André Malraux – CS 80015 – 57045 METZ CEDEX 01

06.30.48.91.29

alice.albert@moselle.chambagri.fr

8 LISTE DES ANNEXES ÉVENTUELLES⁴

Annexe 1 - Listes des communes du territoire

Annexe 2 - Carte(s) du territoire et, le cas échéant, des zones à enjeux environnementaux

³ Disponible sur le site telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

⁴ Aucune annexe pour les PAEC couvrant la totalité d'un département.

LISTE DES COMMUNES DU TERRITOIRE PAEC

Territoire PAEC : Moselle – Zone intermédiaire

Code territoire PAEC : GE_57XZ

Commune entière ¹	Commune partielle ²	Code INSEE
ABONCOURT		57001
ABONCOURT-SUR-SEILLE		57002
ACHAIN		57004
ACHEN		57006
ADAINCOURT		57007
ADELANGE		57008
AJONCOURT		57009
ALAINCOURT-LA-CÔTE		57010
ALBESTROFF		57011
ALGRANGE		57012
ALSTING		57013
ALTRIPPE		57014
ALTVILLER		57015
ALZING		57016
AMANVILLERS		57017
AMELÉCOURT		57018
AMNÉVILLE		57019
ANCERVILLE		57020
ANCY-DORNOT		57021
ANGEVILLERS		57022
ANTILLY		57024
ANZELING		57025
APACH		57026
ARGANCY		57028
ARRAINCOURT		57027
ARRIANCE		57029
ARRY		57030
ARS-LAQUENEXY		57031
ARS-SUR-MOSELLE		57032
ARZVILLER		57033
ASPACH		57034
ASSENONCOURT		57035
ATTILLONCOURT		57036
AUBE		57037
AUDUN-LE-TICHE		57038
AUGNY		57039
AULNOIS-SUR-SEILLE		57040
AUMETZ		57041
AVRICOURT		57042
AY-SUR-MOSELLE		57043
AZOUDANGE		57044
BACOURT		57045
BAMBIDERSTROFF		57047
BANNAY		57048
LE BAN-SAINT-MARTIN		57049
BARCHAIN		57050
BARONVILLE		57051

¹ 680 communes

² Aucune

Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
BARST		57052
BASSE-HAM		57287
BASSE-RENTGEN		57574
BASSING		57053
BAUDRECOURT		57054
BAZONCOURT		57055
BÉBING		57056
BÉCHY		57057
BEHREN-LÈS-FORBACH		57058
BELLANGE		57059
BELLES-FORÊTS		57086
BÉNESTROFF		57060
BÉNING-LÈS-SAINT-AVOLD		57061
BERG-SUR-MOSELLE		57062
BÉRIG-VINTRANGE		57063
BERLING		57064
BERMERING		57065
BERTHELMING		57066
BERTRANGE		57067
BERVILLER-EN-MOSELLE		57069
BETTANGE		57070
BETTBORN		57071
BETTELAINVILLE		57072
BETTING		57073
BETTVILLER		57074
BEUX		57075
BEYREN-LÈS-SIERCK		57076
BEZANGE-LA-PETITE		57077
BIBICHE		57079
BICKENHOLTZ		57080
BIDESTROFF		57081
BIDING		57082
BINING		57083
BIONCOURT		57084
BIONVILLE-SUR-NIED		57085
BISTEN-EN-LORRAINE		57087
BISTROFF		57088
BLANCHE-ÉGLISE		57090
BLIESBRUCK		57091
BLIES-ÉBERSING		57092
BLIES-GUERSVILLER		57093
BOUCHEPORN		57095
BOULANGE		57096
BOULAY-MOSELLE		57097
BOURGALTROFF		57098
BOURDONNAY		57099
BOURSCHEID		57100
BOUSBACH		57101
BOUSSE		57102
BOUST		57104
BOUSTROFF		57105
BOUZONVILLE		57106
BRÉHAIN		57107
BREISTROFF-LA-GRANDE		57109

Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
BRETTNACH		57110
BRONVAUX		57111
BROUCK		57112
BROUDERDORFF		57113
BROUVILLER		57114
BRULANGE		57115
BUCHY		57116
BUDING		57117
BUDLING		57118
BUHL-LORRAINE		57119
BURLIONCOURT		57120
BURTONCOURT		57121
CAPPEL		57122
CARLING		57123
CATTENOM		57124
CHAILLY-LÈS-ENNERY		57125
CHAMBREY		57126
CHANVILLE		57127
CHARLEVILLE-SOUS-BOIS		57128
CHARLY-ORADOUR		57129
CHÂTEAU-BRÉHAIN		57130
CHÂTEAU-ROUGE		57131
CHÂTEAU-SALINS		57132
CHÂTEAU-VOUÉ		57133
CHÂTEL-SAINT-GERMAIN		57134
CHÉMERY-LES-DEUX		57136
CHEMINOT		57137
CHENOIS		57138
CHÉRISEY		57139
CHESNY		57140
CHICOURT		57141
CHIEULLES		57142
CLOUANGE		57143
COCHEREN		57144
COINCY		57145
COIN-LÈS-CUVRY		57146
COIN-SUR-SEILLE		57147
COLLIGNY-MAIZERY		57148
COLMEN		57149
CONDÉ-NORTHEN		57150
CONTHIL		57151
CONTZ-LES-BAINS		57152
CORNY-SUR-MOSELLE		57153
COUME		57154
COURCELLES-CHAUSSY		57155
COURCELLES-SUR-NIED		57156
CRAINCOURT		57158
CRÉHANGE		57159
CREUTZWALD		57160
CUTTING		57161
CUVRY		57162
DALEM		57165
DALHAIN		57166
DALSTEIN		57167

Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
DANNE-ET-QUATRE-VENTS		57168
DANNELBOURG		57169
DELME		57171
DENTING		57172
DESSELING		57173
DESTRY		57174
DIANE-CAPELLE		57175
DIEBLING		57176
DIESEN		57765
DIEUZE		57177
DIFFEMBACH-LÈS-HELLIMER		57178
DISTROFF		57179
DOLVING		57180
DOMNON-LÈS-DIEUZE		57181
DONJEUX		57182
DONNELAY		57183
ÉBERSVILLER		57186
ÉBLANGE		57187
EINCHEVILLE		57189
ELVANGE		57190
ELZANGE		57191
ENNERY		57193
ENTRANGE		57194
EPPING		57195
ERCHING		57196
ERNESTVILLER		57197
ERSTROFF		57198
ESCHERANGE		57199
LES ÉTANGS		57200
ETTING		57201
ETZLING		57202
ÉVRANGE		57203
FAILLY		57204
FALCK		57205
FAMECK		57206
FARÉBERSVILLER		57207
FARSCHVILLER		57208
FAULQUEMONT		57209
FÉNÉTRANGE		57210
FÈVES		57211
FÉY		57212
FILSTROFF		57213
FIXEM		57214
FLASTROFF		57215
FLEISHEIM		57216
FLÉTRANGE		57217
FLEURY		57218
FLÉVY		57219
FLOCOURT		57220
FLORANGE		57221
FOLKLING		57222
FOLSCHVILLER		57224
FONTENY		57225
FONTOY		57226

Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
FORBACH		57227
FOSSIEUX		57228
FOULCREY		57229
FOULIGNY		57230
FOVILLE		57231
FRANCALTROFF		57232
FRAQUELFING		57233
FRAUENBERG		57234
FREISTROFF		57235
FRÉMERY		57236
FRÉMESTROFF		57237
FRESNES-EN-SAULNOIS		57238
FREYBOUSE		57239
FREYMING-MERLEBACH		57240
FRIBOURG		57241
GANDRANGE		57242
GAVISSE		57245
GELUCOURT		57246
GERBÉCOURT		57247
GIVRYCOURT		57248
GLATIGNY		57249
GOIN		57251
GOMELANGE		57252
GONDREXANGE		57253
GORZE		57254
GOSSELMING		57255
GRAVELOTTE		57256
GRÉMECEY		57257
GRÉNING		57258
GRINDORFF-BIZING		57259
GROSBLIEDERSTROFF		57260
GROS-RÉDERCHING		57261
GROSTENQUIN		57262
GRUNDVILLER		57263
GUEBENHOUSE		57264
GUÉBESTROFF		57265
GUÉBLANGE-LÈS-DIEUZE		57266
GUÉBLING		57268
GUÉNANGE		57269
GUENVILLER		57271
GUERMANGE		57272
GUERSTLING		57273
GUERTING		57274
GUESSLING-HÉMERING		57275
GUINGLANGE		57276
GUINKIRCHEN		57277
GUINZELING		57278
HABOUDANGE		57281
HAGEN		57282
HAGONDANGE		57283
HALLERING		57284
HALSTROFF		57286
HAMBACH		57289
HAMPONT		57290

Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
HAM-SOUS-VARSBERG		57288
HANGVILLER		57291
HANNOCOURT		57292
HAN-SUR-NIED		57293
HARAUCCOURT-SUR-SEILLE		57295
HARGARTEN-AUX-MINES		57296
HARPRICH		57297
HARTZVILLER		57299
HATTIGNY		57302
HAUCCONCOURT		57303
HAUT-CLOCHER		57304
HAUTE-KONTZ		57371
HAUTE-VIGNEULLES		57714
HAVANGE		57305
HAYANGE		57306
HAYES		57307
HAZEMBOURG		57308
HEINING-LÈS-BOUZONVILLE		57309
HELLERING-LÈS-FÉNÉTRANGE		57310
HELLIMER		57311
HELSTROFF		57312
HÉMILLY		57313
HÉMING		57314
HENRIDORFF		57315
HENRIVILLE		57316
HÉRANGE		57317
HERMELANGE		57318
HERNY		57319
HERTZING		57320
HESSE		57321
HESTROFF		57322
HETTANGE-GRANDE		57323
HILBESHEIM		57324
HILSPRICH		57325
HINCKANGE		57326
HOLACOURT		57328
HOLLING		57329
HOLVING		57330
HOMBOURG-BUDANGE		57331
HOMBOURG-HAUT		57332
HOMMARTING		57333
HONSKIRCH		57335
L'HÔPITAL		57336
HOSTE		57337
HUNDLING		57340
HUNTING		57341
IBIGNY		57342
ILLANGE		57343
IMLING		57344
INGLANGE		57345
INSMING		57346
INSVILLER		57347
IPPLING		57348
JALLAUCOURT		57349

Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
JOUY-AUX-ARCHES		57350
JURY		57351
JUSSY		57352
JUVELIZE		57353
JUVILLE		57354
KALHAUSEN		57355
KANFEN		57356
KAPPELKINGER		57357
KÉDANGE-SUR-CANNER		57358
KEMPLICH		57359
KERBACH		57360
KERLING-LÈS-SIERCK		57361
KERPRICH-AUX-BOIS		57362
KIRSCH-LÈS-SIERCK		57364
KIRSCHNAUMEN		57365
KIRVILLER		57366
KLANG		57367
KNUTANGE		57368
KËNIGSMACKER		57370
KUNTZIG		57372
LACHAMBRE		57373
LAGARDE		57375
LANDANGE		57377
LANDROFF		57379
LANEUVEVILLE-EN-SAULNOIS		57381
LANEUVEVILLE-LÈS-LORQUIN		57380
LANGATTE		57382
LANGUIMBERG		57383
LANING		57384
LAQUENEXY		57385
LAUDREFANG		57386
LAUMESFELD		57387
LAUNSTROFF		57388
LELLING		57389
LEMONCOURT		57391
LEMUD		57392
LÉNING		57394
LESSE		57395
LESSY		57396
LEY		57397
LEYVILLER		57398
LEZEY		57399
LHOR		57410
LIDREZING		57401
LIÉHON		57403
LINDRE-BASSE		57404
LINDRE-HAUTE		57405
LIOCOURT		57406
LIXHEIM		57407
LIXING-LÈS-ROUHLING		57408
LIXING-LÈS-SAINT-AVOLD		57409
LOMMERANGE		57411
LONGEVILLE-LÈS-METZ		57412
LONGEVILLE-LÈS-SAINT-AVOLD		57413

Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
LORQUIN		57414
LORRY-LÈS-METZ		57415
LORRY-MARDIGNY		57416
LOSTROFF		57417
LOUDREFING		57418
LOUPERSHOUSE		57419
LOUTZVILLER		57421
LOUVIGNY		57422
LUBÉCOURT		57423
LUCY		57424
LUPPY		57425
LUTTANGE		57426
MACHEREN		57428
MAINVILLERS		57430
MAIZEROY		57431
MAIZIÈRES-LÈS-METZ		57433
MAIZIÈRES-LÈS-VIC		57434
MALAUCOURT-SUR-SEILLE		57436
MALLING		57437
MALROY		57438
MANDEREN-RITZING		57439
MANHOUÉ		57440
MANOM		57441
MANY		57442
MARANGE-SILVANGE		57443
MARANGE-ZONDRANGE		57444
MARIEULLES		57445
MARIMONT-LÈS-BÉNESTROFF		57446
MARLY		57447
MARSAL		57448
MARSILLY		57449
MARTHILLE		57451
LA MAXE		57452
MAXSTADT		57453
MÉCLEUVES		57454
MÉGANGE		57455
MENSKIRCH		57457
MERSCHWEILLER		57459
MERTEN		57460
MÉTAIRIES-SAINT-QUIRIN		57461
METTING		57462
METZ		57463
METZERESCHE		57464
METZERVISSE		57465
METZING		57466
MEY		57467
MITTELBRONN		57468
MITTERSHEIM		57469
MOLRING		57470
MOMERSTROFF		57471
MONCHEUX		57472
MONCOURT		57473
MONDELANGE		57474
MONDORFF		57475

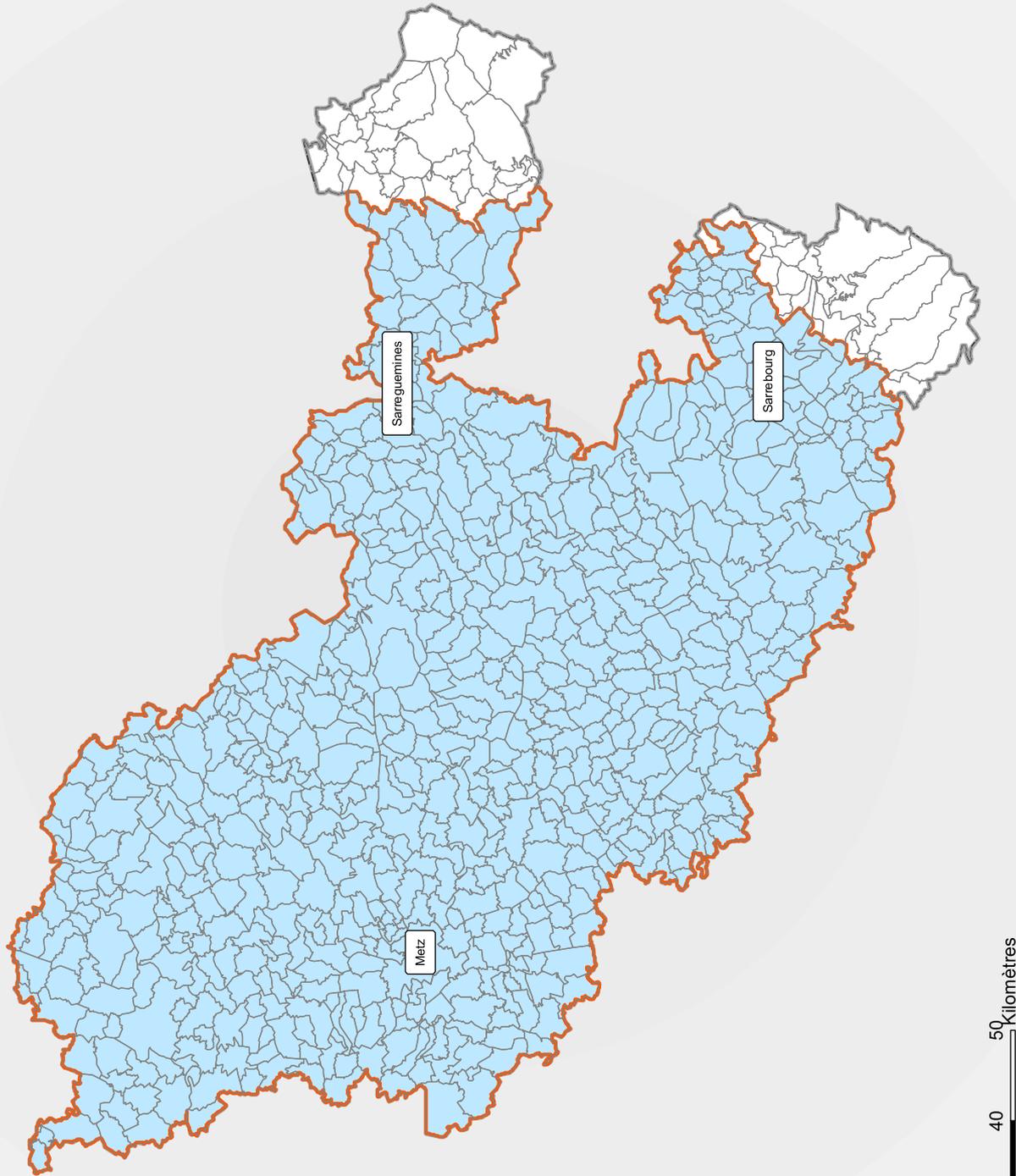
Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
MONNEREN		57476
MONTDIDIER		57478
MONTENACH		57479
MONTIGNY-LÈS-METZ		57480
MONTOIS-LA-MONTAGNE		57481
MORHANGE		57483
MORSBACH		57484
MORVILLE-LÈS-VIC		57485
MORVILLE-SUR-NIED		57486
MOULINS-LÈS-METZ		57487
MOUSSEY		57488
MOYENVIC		57490
MOYEUVRE-GRANDE		57491
MOYEUVRE-PETITE		57492
MULCEY		57493
MUNSTER		57494
NARBÉFONTAINE		57495
NÉBING		57496
NELLING		57497
NEUFCHEF		57498
NEUFGRANGE		57499
NEUFMOULINS		57500
NEUFVILLAGE		57501
NEUNKIRCHEN-LÈS-BOUZONVILLE		57502
NIDERHOFF		57504
NIDERVILLER		57505
NIEDERSTINZEL		57506
NIEDERVISSE		57507
NILVANGE		57508
NITTING		57509
NOISSEVILLE		57510
NORROY-LE-VENEUR		57511
NOUILLY		57512
NOUSSEVILLER-LÈS-BITCHE		57513
NOUSSEVILLER-SAINT-NABOR		57514
NOVÉANT-SUR-MOSELLE		57515
OBERDORFF		57516
OBERGAILBACH		57517
OBERSTINZEL		57518
OBERVISSE		57519
OBRECK		57520
ŒTING		57521
OGY-MONTOY-FLANVILLE		57482
OMMERAY		57524
ORIOCOURT		57525
ORMERSVILLER		57526
ORNY		57527
ORON		57528
OTTANGE		57529
OTTONVILLE		57530
LOUDRENNÉ		57531
PAGNY-LÈS-GOIN		57532
PANGE		57533
PELTRE		57534

Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
PETIT-RÉDERCHING		57535
PETIT-TENQUIN		57536
PETITE-ROSSELLE		57537
PETTONCOURT		57538
PÉVANGE		57539
PHALSBURG		57540
PIBLANGE		57542
PIERREVILLERS		57543
PLAINE-DE-WALSCH		57544
PLAPPEVILLE		57545
PLESNOIS		57546
POMMÉRIEUX		57547
PONTOY		57548
PONTPIERRE		57549
PORCELETTE		57550
POSTROFF		57551
POUILLY		57552
POURNOY-LA-CHÉTIVE		57553
POURNOY-LA-GRASSE		57554
PRÉVOCOURT		57555
PUTTELANGE-AUX-LACS		57556
PUTTELANGE-LÈS-THIONVILLE		57557
PUTTIGNY		57558
PUZIEUX		57559
RACRANGE		57560
RAHLING		57561
RANGUEVAUX		57562
RAVILLE		57563
RÉCHICOURT-LE-CHÂTEAU		57564
RÉDANGE		57565
RÉDING		57566
RÉMELFANG		57567
RÉMELFING		57568
RÉMELING		57569
RÉMERING		57570
RÉMERING-LÈS-PUTTELANGE		57571
RÉMILLY		57572
RÉNING		57573
RETONFEY		57575
RETEL		57576
REZONVILLE-VIONVILLE		57578
RHODES		57579
RICHE		57580
RICHELING		57581
RICHEMONT		57582
RICHEVAL		57583
RIMLING		57584
ROCHONVILLERS		57586
RODALBE		57587
RODEMACK		57588
ROHRBACH-LÈS-BITCHE		57589
ROMBAS		57591
ROMELFING		57592
RONCOURT		57593

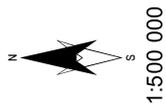
Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
RORBACH-LÈS-DIEUZE		57595
ROSRUCK		57596
ROSSELANGE		57597
ROUHLING		57598
ROUPELDANGE		57599
ROUSSY-LE-VILLAGE		57600
ROZÉRIEULLES		57601
RURANGE-LÈS-THIONVILLE		57602
RUSSANGE		57603
RUSTROFF		57604
SAILLY-ACHÂTEL		57605
SAINT-AVOLD		57606
SAINTE-BARBE		57607
SAINTE-MARIE-AUX-CHÊNES		57620
SAINT-EPVRE		57609
SAINTE-RUFFINE		57624
SAINT-FRANÇOIS-LACROIX		57610
SAINT-GEORGES		57611
SAINT-HUBERT		57612
SAINT-JEAN-DE-BASSEL		57613
SAINT-JEAN-KOURTZERODE		57614
SAINT-JEAN-ROHRBACH		57615
SAINT-JULIEN-LÈS-METZ		57616
SAINT-JURE		57617
SAINT-MÉDARD		57621
SAINT-PRIVAT-LA-MONTAGNE		57622
SALONNES		57625
SANRY-LÈS-VIGY		57626
SANRY-SUR-NIED		57627
SARRALBE		57628
SARRALTROFF		57629
SARREBOURG		57630
SARREGUEMINES		57631
SARREINSMING		57633
SAULNY		57634
SCHALBACH		57635
SCHMITTVILLER		57636
SCHNECKENBUSCH		57637
SCHÛNECK		57638
SCHWERDORFF		57640
SCHWEYEN		57641
SCY-CHAZELLES		57642
SECOURT		57643
SEINGBOUSE		57644
SEMÉCOURT		57645
SERÉMANGE-ERZANGE		57647
SERVIGNY-LÈS-RAVILLE		57648
SERVIGNY-LÈS-SAINTE-BARBE		57649
SIERCK-LES-BAINS		57650
SILLEGNY		57652
SILLY-EN-SAULNOIS		57653
SILLY-SUR-NIED		57654
SOLGNE		57655
SORBEY		57656

Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
SOTZELING		57657
SPICHEREN		57659
STIRING-WENDEL		57660
STUCKANGE		57767
SUISSE		57662
TALANGE		57663
TARQUIMPOL		57664
TENTELING		57665
TERVILLE		57666
TÉTERCHEN		57667
TETING-SUR-NIED		57668
THÉDING		57669
THICOURT		57670
THIMONVILLE		57671
THIONVILLE		57672
THONVILLE		57673
TINCRY		57674
TORCHEVILLE		57675
TRAGNY		57676
TRÉMERY		57677
TRESSANGE		57678
TRITTELING-REDLACH		57679
TROMBORN		57681
UCKANGE		57683
VAHL-EBERSING		57684
VAHL-LÈS-BÉNESTROFF		57685
VAHL-LÈS-FAULQUEMONT		57686
VAL-DE-BRIDE		57270
LE VAL-DE-GUÉBLANGE		57267
VALLERANGE		57687
VALMESTROFF		57689
VALMONT		57690
VALMUNSTER		57691
VANNECOURT		57692
VANTOUX		57693
VANY		57694
VARIZE		57695
VARSBERG		57696
VATIMONT		57698
VAUDRECHING		57700
VAUX		57701
VAXY		57702
VECKERSVILLER		57703
VECKRING		57704
VELVING		57705
VERGAVILLE		57706
VERNÉVILLE		57707
VERNY		57708
VESCHEIM		57709
VIBERSVILLER		57711
VIC-SUR-SEILLE		57712
VIEUX-LIXHEIM		57713
VIGNY		57715
VIGY		57716

Commune entière	Commune partielle	Code INSEE
VILLER		57717
VILLERS-STONCOURT		57718
VILLERS-SUR-NIED		57719
VILLING		57720
VILSBERG		57721
VIRMING		57723
VITRY-SUR-ORNE		57724
VITTERSBOURG		57725
VITTONCOURT		57726
VIVIERS		57727
VÆLFING-LÈS-BOUZONVILLE		57749
VOIMHAUT		57728
VOLMERANGE-LÈS-BOULAY		57730
VOLMERANGE-LES-MINES		57731
VOLMUNSTER		57732
VOLSTROFF		57733
VRY		57736
VULMONT		57737
WALDWEISTROFF		57739
WALDWISSE		57740
WALTEMBOURG		57743
WIESVILLER		57745
WILLERWALD		57746
WINTERSBOURG		57747
WITTRING		57748
WÆLFING-LÈS-SARREGUEMINES		57750
WOIPPY		57751
WOUSTVILLER		57752
WUISSE		57753
XANREY		57754
XOCOURT		57755
XOUAXANGE		57756
YUTZ		57757
ZARBELING		57759
ZETTING		57760
ZILLING		57761
ZIMMING		57762
ZOMMANGE		57763
ZOUFFTGEN		57764



0 5 10 20 30 40 50 Kilomètres



PAEC Moselle – Zone intermédiaire (GE_57XZ)

Campagne 2023

Légende

 Périmètre du PAEC

Se référer à la liste
des communes du PAEC.



Direction régionale de
l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt

avec le concours financier du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Intervention 70.06 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour la qualité et la gestion quantitative de l'eau pour les grandes cultures en hexagone

Notice de la mesure « Eau – Grandes cultures adaptée aux zones intermédiaires »

Code mesure : GE_57XZ_ZIGC

Campagne 2023

Territoire du projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) :

Moselle – Zone intermédiaire

Code territoire PAEC : GE_57XZ

Aide annuelle : 92 € / ha

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :

Chambre d'agriculture de la Moselle
64 avenue André Malraux – CS 80015 – 57045 METZ CEDEX 01
06.30.48.91.29
alice.albert@moselle.chambagri.fr

1 OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à préserver la qualité de la ressource en eau en incitant les exploitants à mettre en œuvre différentes pratiques agricoles ayant des effets bénéfiques sur la qualité de l'eau et répondant à certaines des problématiques spécifiques aux zones de grandes cultures à faible potentiel (diversification et rotation des cultures, introduction de cultures à bas niveau d'impact dans les assolements, bonne localisation et entretien d'infrastructures agro-écologiques).

2 MONTANT DE LA MESURE – PLAFONDS D'AIDES ANNUELLES MAEC

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 92 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Plafonnement des aides annuelles MAEC :

1° Les aides annuelles versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) au titre des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) sont plafonnées dans les conditions suivantes :

- le montant prévisionnel du plafond d'aides annuelles de base est fixé entre 10 000 et 12 000 euros par bénéficiaire, tous financeurs confondus, au titre des MAEC de types système et localisée¹ faisant l'objet d'une demande d'engagement en 2023² et des engagements financés par le ministère en charge de l'Agriculture pris les années antérieures³ ;
- un plafond d'aides annuelles supplémentaire, dont le montant prévisionnel est fixé entre 2 000 et 3 000 euros par bénéficiaire, tous financeurs confondus, sera accordé pour l'engagement en 2023 de MAEC de type localisé appartenant à un projet agroenvironnemental et climatique mis en œuvre, soit dans un site Natura 2000, soit dans le Parc national de forêts⁴ ;

Au-delà du plafond prévisionnel d'aides de base, les agences de l'eau Rhin-Meuse et Seine-Normandie peuvent attribuer des aides supplémentaires ne faisant pas l'objet d'un cofinancement par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour des engagements appartenant à un projet agroenvironnemental et climatique mis en œuvre dans un territoire à enjeu eau⁵.

En application des dispositions du code rural et de la pêche maritime, pour les GAEC, les montants maximum des aides annuelles définis ci-dessus sont multipliés par le nombre d'associés du groupement éligibles à l'aide.

Si besoin, d'autres plafonds d'aides pourront être définis pour les engagements dans des MAEC localisées en 2023 pour respecter l'enveloppe budgétaire attribuée à chaque projet agroenvironnemental et climatique.

2° Les montants définitifs des plafonds d'aides annuelles de base et supplémentaire seront définis compte tenu de l'état des besoins au regard de l'enveloppe budgétaire régionale affectée au financement, d'une part, des MAEC de type système et, d'autre part, des projets agroenvironnementaux et climatiques s'agissant des MAEC de type localisée.

1 Au sens de l'appendice D du plan stratégique relevant de la PAC 2023-2027 de la France (catalogue de MAEC 2023-2027 pour l'hexagone).

2 MAEC relevant de la section 3 bis du chapitre 1er du titre IV du livre III du code rural et de la pêche maritime.

3 Engagements dans des mesures liées à la surface et des mesures se rapportant à des mètres linéaires ou à des éléments ponctuels, relevant de la section 4 du chapitre 1er du titre IV du livre III du code rural et de la pêche maritime.

4 Code PAEC se terminant par N ou 1.

5 Code PAEC se terminant par E.

3 CRITERES D'ÉLIGIBILITÉ

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant des sanctions peuvent être appliquées.

3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les surfaces éligibles à cette mesure sont **l'ensemble des terres arables de l'exploitation**. Tous les codes culture classés dans la catégorie de surface agricole « terre arable » (TA) sont éligibles. Se référer à la notice telepac « Liste des cultures et précisions ».

4 CRITÈRES D'ENTRÉE

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- Engager au moins 90 % des terres arables de l'exploitation ;
- Avoir au moins une parcelle dans le PAEC ;
- Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Ce diagnostic doit notamment permettre de définir la localisation pertinente des infrastructures agro-écologiques et des terres en jachère à mettre en place (cf. cahier des charges au point 6.). Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là ;
- Avoir au moins 80 % de la surface de l'exploitation implantée en grandes cultures (céréales, oléagineux et protéagineux, cultures de fibres, légumineuses non fourragères ou cultures légumières de plein champ). Les cultures considérées comme relevant de cette catégorie sont indiquées dans la partie 7.2. de la présente notice.

5 CRITERES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

En première année d'engagement, ces critères permettent de classer les demandes éligibles (c'est-à-dire respectant l'ensemble des critères d'entrée et d'éligibilité) par ordre de priorité, afin de tenir compte des enveloppes budgétaires disponibles et des orientations définies par la commission régionale agro-environnementale et climatique (CRAEC).

En cas de dépassement de l'enveloppe budgétaire régionale affectée aux demandes de MAEC « Eau – Grandes cultures – adaptée aux zones intermédiaires », les demandes en question sont engagées par ordre de priorités suivantes :

- priorité n° 1 : engagement des demandes en fonction décroissante de la part de la surface de terres arables de l'exploitation située dans la zone intermédiaire du Grand Est ;
- priorité n° 2 : engagement des demandes en fonction décroissante de la part de la surface de grandes cultures dans la surface agricole de l'exploitation ;
- priorité n° 3 : engagement des demandes en fonction croissante de la part de la surface de cultures à bas niveau d'impact et de légumineuses dans la surface de terres arables de l'exploitation ;
- priorité n° 4 : engagement des demandes en fonction croissante de la part de la surface de prairies temporaires dans la surface de terres arables de l'exploitation ;
- priorité n° 5 : engagement des demandes en fonction croissante de la part de la surface de légumineuses dans la surface de terres arables de l'exploitation ;
- priorité n° 6 : engagement des demandes en fonction croissante de la surface donnant lieu à paiement en première année d'engagement. Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun totaux, le principe de la transparence, prévu à l'article L. 323-13 du code rural et de la pêche maritime, s'applique.

Au sein de chaque priorité, sont prioritaires les demandeurs qui respectent l'ensemble des obligations du cahier des charges de la mesure (mentionnées au point 6) faisant l'objet d'un contrôle administratif sur la base des éléments du dossier PAC.

Si besoin, des critères de priorisation des demandes d'engagement dans des MAEC localisées pourront être définis afin de respecter l'enveloppe budgétaire attribuée à chaque projet agroenvironnemental et climatique.

6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation.

Les obligations du cahier des charges figurent ci-après.

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Modalités de contrôle	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ⁶
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	Avant le 15 mai 2025	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
Enregistrement des pratiques agricoles sur toutes les parcelles de terres arables de l'exploitation, en particulier les interventions effectuées sur les infrastructures agro-écologiques et terres en jachère de l'exploitation (date d'intervention, type d'intervention, matériel utilisé). Se référer à l'annexe 1. ATTENTION : Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-teneur de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,05.
Participer aux réunions d'échanges de pratiques entre agriculteurs organisées par l'animateur (au moins une demi-journée par an sur la durée de l'engagement).	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de participation aux réunions	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,05.
Avoir chaque année au moins 20 % des terres arables de l'exploitation en cultures à bas niveau d'impact OU en cultures de légumineuses. Se référer au point 7.2.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle administratif Sur la base des éléments du dossier PAC	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 5 %), d'importance égale à 0,4.
Sur au moins 90 % des terres arables de l'exploitation : interdiction de retour d'une même culture deux années de suite, sauf pour les légumineuses pluriannuelles et prairies temporaires. Se référer au point 7.2.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle administratif Sur la base des éléments du dossier PAC	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d'importance égale à 0,3.

⁶ Se référer à la notice telepac « Les aides en faveur de l'agriculture biologique, les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) 2023-2027 » pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction.

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Modalités de contrôle	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction
<p>Sur au moins 90 % des terres arables de l'exploitation, avoir au cours des 5 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit au moins 1 culture d'hiver, 1 culture de printemps, 1 culture à bas niveau d'impact ou légumineuse sur 3 années distinctes ; - soit au moins 2 années de légumineuses pluriannuelles ou de prairies temporaires <p>Se référer aux points 7.2. et 7.3.</p>	Sur toute la durée du contrat	Contrôle administratif Sur la base des éléments du dossier PAC	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d'importance égale à 0,4.
<p>A partir de la deuxième année d'engagement, localiser de façon pertinente les infrastructures agro-écologiques et les terres en jachère relevant de la BCAE 8 de la conditionnalité, en fonction du diagnostic initial et de façon à limiter les transferts de pesticides et de nitrates vers les cours d'eau et les eaux souterraines.</p> <p>Se référer au point 7.4.</p>	A partir du 15 mai 2024	Contrôle sur place Vérification de la bonne localisation des éléments et surfaces non productifs en fonction du diagnostic.	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d'importance égale à 0,1.
<p>A partir de la deuxième année d'engagement, avoir au minimum 1 % des terres arables de l'exploitation en jachères mellifères.</p> <p>Se référer au point 7.4.</p> <p><i>Les surfaces comptabilisées ici doivent répondre à la définition de la BCAE 8 de la conditionnalité.</i></p>	A partir du 15 mai 2024	Contrôle administratif Sur la base des éléments du dossier PAC	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d'importance égale à 0,1.
<p>A partir de la quatrième année d'engagement, avoir au minimum 0,2 % des terres arables de l'exploitation en haies.</p> <p>Se référer au point 7.4.</p> <p><i>Les éléments comptabilisés ici doivent répondre à la définition de la BCAE 8 de la conditionnalité.</i></p>	A partir du 15 mai 2026	Contrôle administratif Sur la base des éléments du dossier PAC	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d'importance égale à 0,1.
<p>Absence d'intrant sur la totalité des infrastructures agro-écologiques et des terres en jachère de l'exploitation (produits phytosanitaires et engrais minéraux) et absence d'intervention sur les haies entre le 16 mars et le 15 août.</p> <p>Se référer à l'annexe 1.</p>	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,05.

7 PRÉCISIONS

7.1 Formation

L'exploitant doit suivre une formation avec la ou les thématiques suivantes :

Formation proposée par Form'Agir : 1° Allongement de la rotation et diversification de l'assolement en intégrant les cultures à bas niveau d'impact ; 2° Mise en place d'infrastructures agroécologiques localisées de façon pertinente.

7.2 Définitions

7.2.1 Grandes cultures

Les cultures prises en compte en tant que « grandes cultures » sont les suivantes (voir notice telepac « Liste des cultures et précisions ») :

- Tous les codes culture des catégories 1.1 « Céréales et pseudo-céréales » et 1.2 « Oléagineux » (catégorie 1.2) ;
- Tous les codes culture de la catégorie 1.3 « Légumineuses à graines et fourragères », à l'exception de la précision « Récolte plante entière » ;
- Dans la catégorie 1.4 « Cultures associées » : les codes culture « Mélange multi-espèces avec légumineuses à graines prépondérantes » (MPC), « Mélange multi-espèces (céréales, oléagineux, légumineuses,...) sans prédominance de légumineuses » (CPL), « Cultures conduites en inter-rangs » (CID et CIT) à condition que la parcelle reste classée en terres arables, et « Maraîchage diversifié » (MDI) ;
- Tous les codes culture classés en « terres arables » (TA) des catégories 1.7 « Cultures industrielles et plantes sarclées », 1.8 « Légumes et fruits (sauf légumineuses) » et 1.10 « Plantes à parfum, aromatiques et médicinales et plantes ornementales ».

7.2.2 Cultures à bas niveau d'impact et légumineuses

Les cultures prises en compte en tant que cultures à bas niveau d'impact ou légumineuses sont les suivantes (voir notice telepac « Liste des cultures et précisions ») :

- les codes culture « Sarrasin » (SRS), « Chanvre » (CHV), « Sorgho » (SOG), « Tournesol » (TRN), « Soja » (SOJ), « Lupin doux d'hiver » (LDH), « Lupin doux de printemps » (LDP), « Mélange multi-espèces avec légumineuses à graines prépondérantes sans graminées prairiales » (MPC), « Mélange multi-espèces avec légumineuses fourragères prépondérantes sans graminées prairiales » (MLC), « Mélange multi-espèces (céréales, oléagineux, légumineuses,...) sans graminées prairiales et sans prédominance de légumineuses » (CPL) ainsi que les prairies temporaires (codes de la catégorie 1.5 à l'exception du code « Graminée pure exclusivement pour gazon ou pour semences certifiées » (GRA)) ;
- tous les codes culture appartenant à la catégorie 1.3 « Légumineuses à graines et fourragères » ;
- toutes cultures certifiées « bio » ou en conversion.

7.2.3 Prairies temporaires

Les codes culture pris en compte en tant que prairies temporaires sont tous les codes de la catégorie 1.5 à l'exception du code « Graminée pure exclusivement pour gazon ou pour semences certifiées » (GRA) (voir notice telepac « Listes des cultures et précisions »).

7.2.4 Légumineuses pluriannuelles

Les codes culture pris en compte en tant que légumineuses pluriannuelles sont les codes « Luzerne » (LUZ), « Sainfoin » (SAI), « Vesce, méliot, jarosse, serradelle » (VES), « Mélange multi-espèces avec légumineuses fourragères prépondérantes sans graminées prairiales » (MLC) (voir notice telepac « Liste des cultures et précisions »).

7.2.5 Cultures d'hiver et de printemps

Les cultures prises en compte au titre des **cultures d'hiver** sont les suivantes (voir notice telepac « Liste des cultures et précisions ») :

- Au sein des catégories « 1.1 Céréales et pseudo-céréales » et « 1.2 Oléagineux », tous les codes culture relevant de la catégorie « TA – Céréales d’hiver » ou « TA – Oléagineux d’hiver » ainsi que le code « Lin non textile d’hiver » (LIH) ;
- Au sein de la catégorie « 1.3 Légumineuses à graines et fourragères », tous les codes culture indiquant la mention « d’hiver »

Les cultures prises en compte au titre des **cultures de printemps** sont les suivantes (voir notice telepac « Liste des cultures et précisions ») :

- Au sein des catégories « 1.1 Céréales et pseudo-céréales » et « 1.2 Oléagineux », tous les codes culture relevant de la catégorie « TA – Céréales de printemps » ou « TA – Oléagineux de printemps », ainsi que les codes « Maïs doux » (MID), « Millet » (MLT), « Moha » (MOH), « Riz » (RIZ), « Sarrasin » (SRS) et « Lin non textile de printemps » (LIP) ;
- Au sein de la catégorie « 1.3 Légumineuses à graines et fourragères », tous les codes culture indiquant la mention « de printemps », ainsi que les codes « Fève » (FEV), « Lentille » (LEC), « Fenugrec » (FNU), « Lotier, minette » (LOT), « Pois et haricots secs (alimentation humaine) » (PHS), « Pois et haricots frais (alimentation humaine) » (PHF), « Pois chiche » (PCH), « Soja » (SOJ), « Trèfle » (TRE), « Arachide » (ARA), « Cornille, dolique, gesse » (GES), « Autre légumineuse à graines ou fourragères » (PAG), « Mélange de légumineuses à graines ou fourragères pures » (MLF) ;
- Au sein de la catégorie « 1.4 Cultures associées », les codes « Mélange multi-espèces avec légumineuses à graines prépondérantes sans graminées prairiales » (MPC) et « Mélange multi-espèces (céréales, oléagineux, légumineuses,...) sans prédominance de légumineuses » (CPL).

7.3 Obligation de rotation

Dans le cadre de l’obligation de rotation « avoir au cours des 5 ans au moins 1 culture d’hiver, 1 culture de printemps, 1 culture à bas niveau d’impact ou légumineuse sur 3 années distinctes », si une culture est à la fois considérée comme étant « à bas niveau d’impact ou légumineuse » et culture de printemps, elle est alors comptabilisée au choix en tant que BNI/légumineuse ou culture de printemps, au titre d’une année donnée.

Dans ce cas, il est bien attendu que l’exploitant respecte sur les autres années au moins une culture d’hiver et une autre BNI/légumineuse ou culture de printemps, de façon à ce que les trois critères soient respectés sur trois années distinctes.

Il en est de même pour les cultures étant considérées comme étant « à bas niveau d’impact ou légumineuse » et culture d’hiver. Dans ce cas, il est attendu que l’exploitant respecte sur les autres années au moins une culture de printemps et une autre BNI/légumineuse ou culture d’hiver, de façon à ce que les trois critères soient respectés sur trois années distinctes.

Exemple : Si un exploitant cultive 2 années du tournesol (qui est à la fois BNI et culture de printemps) et 3 années des cultures d’hiver, l’obligation est considérée comme respectée. En effet, le tournesol est comptabilisé une année au titre de la BNI et une autre année au titre de la culture de printemps. Dans le cas où est cultivé une année seulement du tournesol et 4 années des cultures d’hiver, l’obligation n’est pas respectée.

7.4 Obligations relatives aux infrastructures agro-écologiques (IAE) et aux terres en jachère

Dans le cadre de la BCAE 8 de la conditionnalité, les exploitants doivent avoir un pourcentage minimum de 3 ou 4 %, selon les cas⁷, d'infrastructures agro-écologiques (haies, alignements d'arbres, arbres isolés, bosquets, mares, fossés non maçonnés, bordures non productives, murs traditionnels) et de terres en jachère ou jachère mellifère sur les terres arables de leur exploitation.

Dans le cadre de la MAEC, ces éléments et surfaces relevant de la BCAE 8 doivent être positionnés de façon pertinente, à minima à hauteur de ce qu'exige la conditionnalité (soit 3 ou 4 % des terres arables selon les cas). Pour cela l'exploitant doit se référer au diagnostic initial de l'exploitation qui indique les bonnes localisations. L'exploitant reste libre du choix des localisations parmi celles indiquées dans le diagnostic ainsi que du type d'IAE ou de jachères à planter sur les bonnes localisations désignées par le diagnostic.

Par ailleurs, l'exploitant doit respecter sur ses terres arables les ratios minimums de jachères mellifères à partir de la 2^e année et de haies à partir de la 4^e année imposés dans le cahier des charges MAEC. Seules les haies et jachères mellifères conformes à la BCAE 8 sont comptabilisées dans le cadre de ces obligations.

Voir la fiche conditionnalité pour la définition exacte de chacun de ces éléments et surfaces, ainsi que les coefficients de conversion et de pondération à retenir pour le calcul des pourcentages.

7.5 Lien avec la conditionnalité et l'écorégime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écorégime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écorégime.

8 LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Contenu minimal du cahier d'enregistrement des pratiques

⁷ Se référer aux fiches conditionnalité des aides PAC – <https://agriculture.gouv.fr/la-conditionnalite-des-aides-pac>

Annexe 1 : Contenu minimal du cahier d'enregistrement des pratiques

MAEC Eau – Grandes cultures adaptée aux zones intermédiaires

Portée de l'obligation :

Enregistrement des pratiques agricoles sur toutes les parcelles de terres arables de l'exploitation, qu'elles soient ou non engagées dans la MAEC, et sur toutes les haies de l'exploitation.

De façon générale, les parcelles et les haies de l'exploitation doivent être identifiées conformément aux informations du registre parcellaire graphique (RPG) et du descriptif des parcelles figurant dans le dossier PAC.

Une pratique désigne selon le cas une intervention (fertilisation minérale, traitement phytosanitaire...) ou une absence d'intervention.

L'enregistrement d'une pratique doit comporter au minimum les éléments suivants.

1° Pratiques de fertilisation minérale sur les parcelles de terre arable et les haies de l'exploitation

Pour chaque apport de fertilisant minéral ou en cas d'absence de fertilisation minérale sur la parcelle ou la haie :

- identification, localisation de la parcelle ou de la haie ;
- culture implantée sur la parcelle : désignation, code culture et précision⁸ ;
- superficie de la parcelle ;
- date de l'apport de fertilisant minéral * ;
- fertilisant minéral utilisé * : désignation précise, élément(s) apportés (N, P, K...).

En cas d'absence d'apport de fertilisant minéral sur la parcelle ou la haie, mentionner obligatoirement « absence de fertilisation minérale » pour la parcelle ou la haie concernée.

* s'il y a lieu, en cas de fertilisation minérale

2° Pratiques de traitements phytosanitaires sur les parcelles de terre arable et les haies de l'exploitation

Pour chaque traitement phytosanitaire ou en cas d'absence de traitement phytosanitaire sur la parcelle ou la haie :

- identification, localisation de la parcelle ou de la haie ;
- culture implantée sur la parcelle : désignation, code culture et précision
- superficie de la parcelle ;
- date du traitement phytosanitaire ** ;
- produit phytosanitaire utilisé ** : nom commercial complet.

En cas d'absence de traitement phytosanitaire sur la parcelle ou la haie, mentionner obligatoirement « absence de traitement phytosanitaire » pour la parcelle ou la haie concernée.

** s'il y a lieu, en cas de traitement phytosanitaire

⁸ Se référer à la notice telepac « Cultures et précisions à utiliser pour renseigner le descriptif des parcelles »

3° Interventions sur les haies de l'exploitation

Pour chaque intervention sur la haie :

- identification, localisation de la haie ;
- date de l'intervention ;
- type d'intervention (taille notamment) ;
- matériels utilisés.

En cas d'absence d'intervention sur la haie : mentionner obligatoirement « aucune intervention » pour la haie concernée.

4° Interventions sur les jachères de l'exploitation

Pour chaque intervention sur la jachère :

- identification, localisation de la jachère ;
- couvert de jachère : désignation, code culture et précision ;
- date de l'intervention ;
- type d'intervention (broyage, fauche, pâturage, autre intervention) ;
- matériels utilisés.

En cas d'absence d'intervention sur la jachère : mentionner obligatoirement « aucune intervention » pour la jachère concernée.

Direction régionale de
l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt

avec le concours financier du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Intervention 70.06 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour la qualité et la gestion quantitative de l'eau pour les grandes cultures en hexagone

Notice de la mesure « Eau – Polyculture-élevage adaptée aux zones intermédiaires »

Code mesure : GE_57XZ_ZIPE

Campagne 2023

Territoire du projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) :

Moselle – Zone intermédiaire

Code territoire PAEC : GE_57XZ

Aide annuelle : 69 € / ha

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :

Chambre d'agriculture de la Moselle
64 avenue André Malraux – CS 80015 – 57045 METZ CEDEX 01
06.30.48.91.29
alice.albert@moselle.chambagri.fr

1 OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à préserver la qualité de la ressource en eau en incitant les exploitants à mettre en œuvre différentes pratiques agricoles ayant des effets bénéfiques sur la qualité de l'eau et répondant à certaines des problématiques spécifiques aux zones de grandes cultures et polyculture-élevage à faible potentiel (diversification et rotation des cultures, introduction de cultures à bas niveau d'impact dans les assolements, bonne localisation et entretien d'infrastructures agro-écologiques).

2 MONTANT DE LA MESURE – PLAFONDS D'AIDES ANNUELLES MAEC

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 69 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Plafonnement des aides annuelles MAEC :

1° Les aides annuelles versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) au titre des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) sont plafonnées dans les conditions suivantes :

- le montant prévisionnel du plafond d'aides annuelles de base est fixé entre 10 000 et 12 000 euros par bénéficiaire, tous financeurs confondus, au titre des MAEC de types système et localisée¹ faisant l'objet d'une demande d'engagement en 2023² et des engagements financés par le ministère en charge de l'Agriculture pris les années antérieures³ ;
- un plafond d'aides annuelles supplémentaire, dont le montant prévisionnel est fixé entre 2 000 et 3 000 euros par bénéficiaire, tous financeurs confondus, sera accordé pour l'engagement en 2023 de MAEC de type localisé appartenant à un projet agroenvironnemental et climatique mis en œuvre, soit dans un site Natura 2000, soit dans le Parc national de forêts⁴.

Au-delà du plafond prévisionnel d'aides de base, les agences de l'eau Rhin-Meuse et Seine-Normandie peuvent attribuer des aides supplémentaires ne faisant pas l'objet d'un cofinancement par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour des engagements appartenant à un projet agroenvironnemental et climatique mis en œuvre dans un territoire à enjeu eau⁵.

En application des dispositions du code rural et de la pêche maritime, pour les GAEC, les montants maximum des aides annuelles définis ci-dessus sont multipliés par le nombre d'associés du groupement éligibles à l'aide.

Si besoin, d'autres plafonds d'aides pourront être définis pour les engagements dans des MAEC localisées en 2023 pour respecter l'enveloppe budgétaire attribuée à chaque projet agroenvironnemental et climatique.

2° Les montants définitifs des plafonds d'aides annuelles de base et supplémentaire seront définis compte tenu de l'état des besoins au regard de l'enveloppe budgétaire régionale affectée au financement, d'une part, des MAEC de type système et, d'autre part, des projets agroenvironnementaux et climatiques s'agissant des MAEC de type localisée.

1 Au sens de l'appendice D du plan stratégique relevant de la PAC 2023-2027 de la France (catalogue de MAEC 2023-2027 pour l'hexagone).

2 MAEC relevant de la section 3 bis du chapitre 1er du titre IV du livre III du code rural et de la pêche maritime.

3 Engagements dans des mesures liées à la surface et des mesures se rapportant à des mètres linéaires ou à des éléments ponctuels, relevant de la section 4 du chapitre 1er du titre IV du livre III du code rural et de la pêche maritime.

4 Code PAEC se terminant par N ou 1.

5 Code PAEC se terminant par E.

3 CRITERES D'ÉLIGIBILITÉ

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant des sanctions peuvent être appliquées.

3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les surfaces éligibles à cette mesure sont **l'ensemble des terres arables de l'exploitation**. Tous les codes culture classés dans la catégorie de surface agricole « terre arable » (TA) sont éligibles. Se référer à la notice telepac « Liste des cultures et précisions ».

4 CRITÈRES D'ENTRÉE

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- Engager au moins 90 % des terres arables de l'exploitation ;
- Avoir au moins une parcelle dans le PAEC ;
- Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Ce diagnostic doit notamment permettre de définir la localisation pertinente des infrastructures agro-écologiques et des terres en jachère à mettre en place (cf. cahier des charges au point 6.). Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là ;
- Avoir moins de 80 % de la surface de l'exploitation implantée en grandes cultures (céréales, oléagineux et protéagineux, cultures de fibres, légumineuses non fourragères ou cultures légumières de plein champ). Les cultures considérées comme relevant de cette catégorie sont indiquées dans la partie 7.2. de la présente notice.

5 CRITERES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

En première année d'engagement, ces critères permettent de classer les demandes éligibles (c'est-à-dire respectant l'ensemble des critères d'entrée et d'éligibilité) par ordre de priorité, afin de tenir compte des enveloppes budgétaires disponibles et des orientations définies par la commission régionale agro-environnementale et climatique (CRAEC).

En cas de dépassement de l'enveloppe budgétaire régionale affectée aux demandes de MAEC « Eau – Polyculture-élevage – adaptée aux zones intermédiaires », les demandes en question sont engagées par ordre de priorités suivantes :

- priorité n° 1 : engagement des demandes en fonction décroissante de la part de la surface de terres arables de l'exploitation située dans la zone intermédiaire du Grand Est ;
- priorité n° 2 : engagement des demandes en fonction décroissante de la part de la surface de grandes cultures dans la surface agricole de l'exploitation ;
- priorité n° 3 : engagement des demandes en fonction croissante de la part de la surface de cultures à bas niveau d'impact et de légumineuses dans la surface de terres arables de l'exploitation ;
- priorité n° 4 : engagement des demandes en fonction croissante de la part de la surface de prairies temporaires dans la surface de terres arables de l'exploitation ;
- priorité n° 5 : engagement des demandes en fonction croissante de la part de la surface de légumineuses dans la surface de terres arables de l'exploitation ;
- priorité n° 6 : engagement des demandes en fonction croissante de la surface donnant lieu à paiement en première année d'engagement. Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun totaux, le principe de la transparence, prévu à l'article L. 323-13 du code rural et de la pêche maritime, s'applique.

Au sein de chaque priorité, sont prioritaires les demandeurs qui respectent l'ensemble des obligations du cahier des charges de la mesure (mentionnées au point 6) faisant l'objet d'un contrôle administratif sur la base des éléments du dossier PAC.

Si besoin, des critères de priorisation des demandes d'engagement dans des MAEC localisées pourront être définis afin de respecter l'enveloppe budgétaire attribuée à chaque projet agroenvironnemental et climatique.

6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation.

Les obligations du cahier des charges figurent ci-après.

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Modalités de contrôle	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ⁶
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	Avant le 15 mai 2025	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
Enregistrement des pratiques agricoles sur toutes les parcelles de terres arables de l'exploitation, en particulier les interventions effectuées sur les infrastructures agro-écologiques et terres en jachère de l'exploitation (date d'intervention, type d'intervention, matériel utilisé). Se référer à l'annexe 1. ATTENTION : Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-teneur de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,05.
Participer aux réunions d'échanges de pratiques entre agriculteurs organisées par l'animateur (au moins une demi-journée par an sur la durée de l'engagement).	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de participation aux réunions	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,05.
Avoir chaque année au moins 30 % des terres arables de l'exploitation en cultures à bas niveau d'impact OU en cultures de légumineuses. Se référer au point 7.2.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle administratif Sur la base des éléments du dossier PAC	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 5 %), d'importance égale à 0,4.
Sur au moins 90 % des terres arables de l'exploitation : interdiction de retour d'une même culture deux années de suite, sauf pour les légumineuses pluriannuelles et prairies temporaires. Se référer au point 7.2.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle administratif Sur la base des éléments du dossier PAC	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d'importance égale à 0,3.

⁶ Se référer à la notice telepac « Les aides en faveur de l'agriculture biologique, les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) 2023-2027 » pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Modalités de contrôle	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction
<p>Sur au moins 90 % des terres arables de l'exploitation, avoir au cours des 5 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit au moins 1 culture d'hiver, 1 culture de printemps, 1 culture à bas niveau d'impact ou légumineuse sur 3 années distinctes ; - soit au moins 2 années de légumineuses pluriannuelles ou de prairies temporaires. <p>Se référer aux points 7.2. et 7.3.</p>	<p>Sur toute la durée du contrat</p>	<p>Contrôle administratif</p> <p>Sur la base des éléments du dossier PAC</p>	<p>Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d'importance égale à 0,4.</p>
<p>A partir de la deuxième année d'engagement, localiser de façon pertinente les infrastructures agro-écologiques et les terres en jachère relevant de la BCAE 8 de la conditionnalité, en fonction du diagnostic initial et de façon à limiter les transferts de pesticides et de nitrates vers les cours d'eau et les eaux souterraines.</p> <p>Se référer au point 7.4.</p>	<p>A partir du 15 mai 2024</p>	<p>Contrôle sur place</p> <p>Vérification de la bonne localisation des éléments et surfaces non productifs en fonction du diagnostic.</p>	<p>Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d'importance égale à 0,1.</p>
<p>A partir de la deuxième année d'engagement, avoir au minimum 1 % des terres arables de l'exploitation en jachères mellifères.</p> <p>Se référer au point 7.4.</p> <p><i>Les surfaces comptabilisées ici doivent répondre à la définition de la BCAE 8 de la conditionnalité.</i></p>	<p>A partir du 15 mai 2024</p>	<p>Contrôle administratif</p> <p>Sur la base des éléments du dossier PAC</p>	<p>Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d'importance égale à 0,1.</p>
<p>A partir de la quatrième année d'engagement, avoir au minimum 0,2 % des terres arables de l'exploitation en haies. Se référer au point 7.4.</p> <p><i>Les éléments comptabilisés ici doivent répondre à la définition de la BCAE 8 de la conditionnalité.</i></p>	<p>A partir du 15 mai 2026</p>	<p>Contrôle administratif</p> <p>Sur la base des éléments du dossier PAC</p>	<p>Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d'importance égale à 0,1.</p>
<p>Absence d'intrant sur la totalité des infrastructures agro-écologiques et des terres en jachère de l'exploitation (produits phytosanitaires et engrais minéraux) et absence d'intervention sur les haies entre le 16 mars et le 15 août.</p> <p>Se référer à l'annexe 1.</p>	<p>Sur toute la durée du contrat</p>	<p>Contrôle sur place</p> <p>Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel</p>	<p>Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,05.</p>

7 PRÉCISIONS

7.1 Formation

L'exploitant doit suivre une formation avec la ou les thématiques suivantes :

Formation proposée par Form'Agir : 1° Allongement de la rotation et diversification de l'assolement en intégrant les cultures à bas niveau d'impact ; 2° Mise en place d'infrastructures agroécologiques localisées de façon pertinente.

7.2 Définitions

7.2.1. Grandes cultures

Les cultures prises en compte en tant que « grandes cultures » sont les suivantes (voir notice telepac « Liste des cultures et précisions ») :

- Tous les codes culture des catégories 1.1 « Céréales et pseudo-céréales » et 1.2 « Oléagineux » (catégorie 1.2) ;
- Tous les codes culture de la catégorie 1.3 « Légumineuses à graines et fourragères », à l'exception de la précision « Récolte plante entière » ;
- Dans la catégorie 1.4 « Cultures associées » : les codes culture « Mélange multi-espèces avec légumineuses à graines prépondérantes » (MPC), « Mélange multi-espèces (céréales, oléagineux, légumineuses,...) sans prédominance de légumineuses » (CPL), « Cultures conduites en inter-rangs » (CID et CIT) à condition que la parcelle reste classée en terres arables, et « Maraîchage diversifié » (MDI) ;
- Tous les codes culture classés en « terres arables » (TA) des catégories 1.7 « Cultures industrielles et plantes sarclées », 1.8 « Légumes et fruits (sauf légumineuses) » et 1.10 « Plantes à parfum, aromatiques et médicinales et plantes ornementales ».

7.2.2. Cultures à bas niveau d'impact et légumineuses

Les cultures prises en compte en tant que cultures à bas niveau d'impact ou légumineuses sont les suivantes (voir notice telepac « Liste des cultures et précisions ») :

- les codes culture « Sarrasin » (SRS), « Chanvre » (CHV), « Sorgho » (SOG), « Tournesol » (TRN), « Soja » (SOJ), « Lupin doux d'hiver » (LDH), « Lupin doux de printemps » (LDP), « Mélange multi-espèces avec légumineuses à graines prépondérantes sans graminées prairiales » (MPC), « Mélange multi-espèces avec légumineuses fourragères prépondérantes sans graminées prairiales » (MLC), « Mélange multi-espèces (céréales, oléagineux, légumineuses,...) sans graminées prairiales et sans prédominance de légumineuses » (CPL) ainsi que les prairies temporaires (codes de la catégorie 1.5 à l'exception du code « Graminée pure exclusivement pour gazon ou pour semences certifiées » (GRA)) ;
- tous les codes culture appartenant à la catégorie 1.3 « Légumineuses à graines et fourragères » ;
- toutes cultures certifiées « bio » ou en conversion.

7.2.3. Prairies temporaires

Les codes culture pris en compte en tant que prairies temporaires sont tous les codes de la catégorie 1.5 à l'exception du code « Graminée pure exclusivement pour gazon ou pour semences certifiées » (GRA) (voir notice telepac « Listes des cultures et précisions »).

7.2.4. Légumineuses pluriannuelles

Les codes culture pris en compte en tant que légumineuses pluriannuelles sont les codes « Luzerne » (LUZ), « Sainfoin » (SAI), « Vesce, mélilot, jarosse, serradelle » (VES), « Mélange multi-espèces avec légumineuses fourragères prépondérantes sans graminées prairiales » (MLC) (voir notice telepac « Liste des cultures et précisions »).

7.2.5. Cultures d'hiver et de printemps

Les cultures prises en compte au titre des **cultures d'hiver** sont les suivantes (voir notice telepac « Liste des cultures et précisions ») :

- Au sein des catégories « 1.1 Céréales et pseudo-céréales » et « 1.2 Oléagineux », tous les codes culture relevant de la catégorie « TA – Céréales d’hiver » ou « TA – Oléagineux d’hiver » ainsi que le code « Lin non textile d’hiver » (LIH) ;
- Au sein de la catégorie « 1.3 Légumineuses à graines et fourragères », tous les codes culture indiquant la mention « d’hiver »

Les cultures prises en compte au titre des **cultures de printemps** sont les suivantes (voir notice telepac « Liste des cultures et précisions ») :

- Au sein des catégories « 1.1 Céréales et pseudo-céréales » et « 1.2 Oléagineux », tous les codes culture relevant de la catégorie « TA – Céréales de printemps » ou « TA – Oléagineux de printemps », ainsi que les codes « Maïs doux » (MID), « Millet » (MLT), « Moha » (MOH), « Riz » (RIZ), « Sarrasin » (SRS) et « Lin non textile de printemps » (LIP) ;
- Au sein de la catégorie « 1.3 Légumineuses à graines et fourragères », tous les codes culture indiquant la mention « de printemps », ainsi que les codes « Fève » (FEV), « Lentille » (LEC), « Fenugrec » (FNU), « Lotier, minette » (LOT), « Pois et haricots secs (alimentation humaine) » (PHS), « Pois et haricots frais (alimentation humaine) » (PHF), « Pois chiche » (PCH), « Soja » (SOJ), « Trèfle » (TRE), « Arachide » (ARA), « Cornille, dolique, gesse » (GES), « Autre légumineuse à graines ou fourragères » (PAG), « Mélange de légumineuses à graines ou fourragères pures » (MLF) ;
- Au sein de la catégorie « 1.4 Cultures associées », les codes « Mélange multi-espèces avec légumineuses à graines prépondérantes sans graminées prairiales » (MPC) et « Mélange multi-espèces (céréales, oléagineux, légumineuses,...) sans prédominance de légumineuses » (CPL).

7.3 Obligation de rotation

Dans le cadre de l’obligation de rotation « avoir au cours des 5 ans au moins 1 culture d’hiver, 1 culture de printemps, 1 culture à bas niveau d’impact ou légumineuse sur 3 années distinctes », si une culture est à la fois considérée comme étant « à bas niveau d’impact ou légumineuse » et culture de printemps, elle est alors comptabilisée au choix en tant que BNI/légumineuse ou culture de printemps, au titre d’une année donnée.

Dans ce cas, il est bien attendu que l’exploitant respecte sur les autres années au moins une culture d’hiver et une autre BNI/légumineuse ou culture de printemps, de façon à ce que les trois critères soient respectés sur trois années distinctes.

Il en est de même pour les cultures étant considérées comme étant « à bas niveau d’impact ou légumineuse » et culture d’hiver. Dans ce cas, il est attendu que l’exploitant respecte sur les autres années au moins une culture de printemps et une autre BNI/légumineuse ou culture d’hiver, de façon à ce que les trois critères soient respectés sur trois années distinctes.

Exemple : Si un exploitant cultive 2 années du tournesol (qui est à la fois BNI et culture de printemps) et 3 années des cultures d’hiver, l’obligation est considérée comme respectée. En effet, le tournesol est comptabilisé une année au titre de la BNI et une autre année au titre de la culture de printemps. Dans le cas où est cultivé une année seulement du tournesol et 4 années des cultures d’hiver, l’obligation n’est pas respectée.

7.4 Obligations relatives aux infrastructures agro-écologiques (IAE) et aux terres en jachère

Dans le cadre de la BCAE 8 de la conditionnalité, les exploitants doivent avoir un pourcentage minimum de 3 ou 4 %, selon les cas⁷, d'infrastructures agro-écologiques (haies, alignements d'arbres, arbres isolés, bosquets, mares, fossés non maçonnés, bordures non productives, murs traditionnels) et de terres en jachère ou jachère mellifère sur les terres arables de leur exploitation.

Dans le cadre de la MAEC, ces éléments et surfaces relevant de la BCAE 8 doivent être positionnés de façon pertinente, à minima à hauteur de ce qu'exige la conditionnalité (soit 3 ou 4 % des terres arables selon les cas). Pour cela l'exploitant doit se référer au diagnostic initial de l'exploitation qui indique les bonnes localisations. L'exploitant reste libre du choix des localisations parmi celles indiquées dans le diagnostic ainsi que du type d'IAE ou de jachères à implanter sur les bonnes localisations désignées par le diagnostic.

Par ailleurs, l'exploitant doit respecter sur ses terres arables les ratios minimums de jachères mellifères à partir de la 2^e année et de haies à partir de la 4^e année imposés dans le cahier des charges MAEC. Seules les haies et jachères mellifères conformes à la BCAE 8 sont comptabilisées dans le cadre de ces obligations.

Voir la fiche conditionnalité pour la définition exacte de chacun de ces éléments et surfaces, ainsi que les coefficients de conversion et de pondération à retenir pour le calcul des pourcentages.

7.5 Lien avec la conditionnalité et l'écorégime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écorégime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écorégime.

8 LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Contenu minimal du cahier d'enregistrement des pratiques

⁷ Se référer aux fiches conditionnalité des aides PAC – <https://agriculture.gouv.fr/la-conditionnalite-des-aides-pac>

Annexe 1 : Contenu minimal du cahier d'enregistrement des pratiques

MAEC Eau – Polyculture-élevage adaptée aux zones intermédiaires

Portée de l'obligation :

Enregistrement des pratiques agricoles sur toutes les parcelles de terres arables de l'exploitation, qu'elles soient ou non engagées dans la MAEC, et sur toutes les haies de l'exploitation.

De façon générale, les parcelles et les haies de l'exploitation doivent être identifiées conformément aux informations du registre parcellaire graphique (RPG) et du descriptif des parcelles figurant dans le dossier PAC.

Une pratique désigne selon le cas une intervention (fertilisation minérale, traitement phytosanitaire...) ou une absence d'intervention.

L'enregistrement d'une pratique doit comporter au minimum les éléments suivants.

1° Pratiques de fertilisation minérale sur les parcelles de terre arable et les haies de l'exploitation

Pour chaque apport de fertilisant minéral ou en cas d'absence de fertilisation minérale sur la parcelle ou la haie :

- identification, localisation de la parcelle ou de la haie ;
- culture implantée sur la parcelle : désignation, code culture et précision⁸ ;
- superficie de la parcelle ;
- date de l'apport de fertilisant minéral * ;
- fertilisant minéral utilisé * : désignation précise, élément(s) apportés (N, P, K...).

En cas d'absence d'apport de fertilisant minéral sur la parcelle ou la haie, mentionner obligatoirement « absence de fertilisation minérale » pour la parcelle ou la haie concernée.

* s'il y a lieu, en cas de fertilisation minérale

2° Pratiques de traitements phytosanitaires sur les parcelles de terre arable et les haies de l'exploitation

Pour chaque traitement phytosanitaire ou en cas d'absence de traitement phytosanitaire sur la parcelle ou la haie :

- identification, localisation de la parcelle ou de la haie ;
- culture implantée sur la parcelle : désignation, code culture et précision
- superficie de la parcelle ;
- date du traitement phytosanitaire ** ;
- produit phytosanitaire utilisé ** : nom commercial complet.

En cas d'absence de traitement phytosanitaire sur la parcelle ou la haie, mentionner obligatoirement « absence de traitement phytosanitaire » pour la parcelle ou la haie concernée.

** s'il y a lieu, en cas de traitement phytosanitaire

⁸ Se référer à la notice telepac « Cultures et précisions à utiliser pour renseigner le descriptif des parcelles »

3° Interventions sur les haies de l'exploitation

Pour chaque intervention sur la haie :

- identification, localisation de la haie ;
- date de l'intervention ;
- type d'intervention (taille notamment) ;
- matériels utilisés.

En cas d'absence d'intervention sur la haie : mentionner obligatoirement « aucune intervention » pour la haie concernée.

4° Interventions sur les jachères de l'exploitation

Pour chaque intervention sur la jachère :

- identification, localisation de la jachère ;
- couvert de jachère : désignation, code culture et précision ;
- date de l'intervention ;
- type d'intervention (broyage, fauche, pâturage, autre intervention) ;
- matériels utilisés.

En cas d'absence d'intervention sur la jachère : mentionner obligatoirement « aucune intervention » pour la jachère concernée.